

Le budget—M. Caouette (Témiscamingue)

Le gouvernement est moins arrogant. Je remarque que les ministres sont bien plus polis aujourd'hui qu'ils l'étaient il y a un an. Ils nous regardent, ils nous saluent, ils affichent un beau sourire pour attirer notre attention et notre sympathie, il n'y a pas de doute.

Monsieur l'Orateur, le budget reflète vraiment ce changement d'attitude d'un gouvernement majoritaire devenu minoritaire, comptant à peu près les mêmes hommes, les mêmes ministres et le même premier ministre (M. Trudeau).

Dans son discours, le ministre des Finances (M. Turner) annonçait avec force que le budget aurait pour effet de créer au-delà de 300,000 nouveaux emplois, que les projets d'initiatives locales seraient subventionnés de façon plus complète et plus facile qu'auparavant. A mon avis, le budget, tel que présenté, malgré les augmentations de pensions et les diminutions d'impôt de l'ordre de 5 p. 100, ne créera pas un seul emploi supplémentaire au Canada.

Il n'encourage pas non plus l'industrie. Je donnerai ici un exemple frappant. Le député de Sherbrooke (M. Pelletier), circonscription que je connais bien, parlait de sa région. Je n'ai pas eu le plaisir de l'entendre, mais, le 22 février dernier, il a parlé du problème du chômage et de la détresse économique dans sa circonscription; elle n'est pas la seule dans cette situation. Celle de Saint-Hyacinthe connaît des ennuis dans les mêmes domaines, ceux de la détresse économique et des espoirs annoncés dans le budget par l'honorable ministre des Finances.

Il y a beaucoup d'espoir de voir Sherbrooke redevenir la reine prospère des Cantons de l'Est. L'honorable député de Sherbrooke a fait grandement état du chômage et de la misère qui existent dans sa circonscription, et c'est vrai, et ce après plus de 10 années consécutives d'administration libérale. Si les choses vont mal dans Sherbrooke, au Québec, au Canada, au point de vue économique, ce n'est certainement pas la faute des créditistes, car ce sont les libéraux qui sont au pouvoir. Ils se sont permis de rire des créditistes quand ils présentaient des solutions. Quand nous avons fait des suggestions au gouvernement, on trouvait cela drôle, mais voici qu'un député libéral se plaint que Sherbrooke, circonscription libérale, est dans la misère. Ce ne sont pas les créditistes, qui sont au pouvoir, qui administrent l'économie canadienne et qui sont responsables du chômage, des salaires peu élevés et de la misère qui existe partout, à Sherbrooke comme ailleurs, au Canada.

Voici ce que dit l'honorable député de Sherbrooke, ainsi que je l'ai découvert à la lecture du compte rendu officiel des Débats de la Chambre des communes, à la page 1561:

De 1965 à 1972, le niveau de l'emploi dans le secteur manufacturier au Québec a augmenté de 7.4 p. 100, alors qu'il a diminué de 10.8 p. 100 à Sherbrooke.

Et je pense que dans Drummondville, dans Saint-Hyacinthe, dans ces régions des Cantons de l'Est, on assiste à peu près au même spectacle.

Ainsi, si le secteur manufacturier est important, notre région est en train de devenir une zone marginale...

C'est le député de Sherbrooke qui parle.

... et nous pouvons prouver, à la lumière des informations que nous possédons, que Sherbrooke ne peut absolument pas espérer une reprise économique sans subventions importantes du gouvernement.

A ce moment-là, on qualifiera les citoyens ou les industries de Sherbrooke de «corporate welfare bums» parce que le gouvernement les aidera ou tentera de les aider. Le député de Sherbrooke s'est lamenté en disant que nos

[M. Caouette (Témiscamingue).]

structures industrielles faisaient défaut, que les salaires payés à Sherbrooke étaient inférieurs à ceux qui sont payés ailleurs au Canada dans l'industrie du vêtement.

Le taux de chômage varie entre 11.6 et 11.8 p. 100 à Sherbrooke, tandis que de 20 à 25 p. 100 de la population des Cantons de l'Est vit dans la pauvreté. C'est ce que dit le député de Sherbrooke.

Mais à qui la faute, monsieur l'Orateur? A qui la faute s'il y a du chômage dans Sherbrooke ou ailleurs? A qui la faute si les salaires payés à Sherbrooke sont inférieurs à la moyenne nationale? A qui la faute si les usines de Sherbrooke quittent cette ville pour émigrer en Ontario?

Une usine ferme ses portes à cause des importations dans le domaine de la chaussure, par exemple. Le manufacturier accuse le gouvernement de ne pas prendre les mesures nécessaires pour aider les travailleurs canadiens.

Et j'ai en main une lettre du 2 février envoyée à ses employés par la Compagnie Kaufman Footwear Limited de Sherbrooke. Le gouvernement est au pouvoir. Qu'est-ce que la direction dit?

Dû aux conditions économiques, la Compagnie a jugé nécessaire de mettre fin à la production à Sherbrooke.

La décision de fermer a été basée sur le fait que l'usine est dans une position de non-concurrence principalement due aux chaussures importées de pays où les salaires sont très bas.

L'Italie, la Tchécoslovaquie, le Japon, sont des pays qui nous vendent des chaussures. Monsieur l'Orateur, voici les statistiques relatives aux importations de chaussures de tous genres au cours des 11 premiers mois de 1972. Les manufacturiers ont raison de se plaindre des importations. Des pays que j'ai nommés, 47,117,826 paires de chaussures ont été importées. Les citoyens de ces pays produisent des chaussures à bon marché, parce que les salaires sont peu élevés.

• (1620)

Monsieur l'Orateur, le matériel est moins cher qu'au Canada, et le gouvernement canadien permet l'importation de 47 millions de paires de chaussures, ce qui force les industries comme Kaufman Footwear Limited de fermer leurs portes. J'ai en main une lettre dont je cite un extrait. Voici:

De nombreuses tentatives pour établir de nouvelles lignes, telles que bottes pour dames et chaussures pour hommes, n'ont pas réussi à ajouter le nombre de paires nécessaires à l'usine de façon à l'amener à un meilleur rendement. Le gouvernement a «entendu» les représentations des manufacturiers de chaussures sur la situation de l'industrie de la chaussure, mais ne veut pas «écouter» et prendre les mesures correctives nécessaires qui aideront les travailleurs canadiens employés dans l'industrie de la chaussure.

Il devrait être clairement entendu que la demande récente des employés pour représentation n'est pas la raison qui a amené la décision ci-haut mentionnée.

La production va continuer jusqu'à ou vers le 4 mai 1973. Un comité sera formé pour vous aider, si possible, à vous trouver de l'emploi ailleurs. Si des employés sont intéressés à être replacés ailleurs,...

Mais ailleurs, on prend des dispositions pour réduire l'emploi. Après 25, 30 ou 40 ans de travail, à Sherbrooke même, comment des ouvriers peuvent-ils songer à être transférés ailleurs, aller à Matagami, par exemple? On dit aux ouvriers de se rendre à la baie James pour faire face à une situation intolérable au Canada. La compagnie dit, et je cite:

Si des employés sont intéressés à être replacés ailleurs, veuillez en parler à votre contremaître de façon à ce que les renseignements nécessaires soient adressés aux personnes appropriées.

Nous regrettons que ce soit le seul parti que nous puissions prendre. Votre collaboration à travers les années a été appréciée.

KAUFMAN FOOTWEAR LIMITED
DIVISION PROSPECT